

Document:-  
**A/CN.4/SR.450**

**Compte rendu analytique de la 450e séance**

sujet:  
**Procédure arbitrale**

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-  
**1958, vol. I**

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International  
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

68. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, reconnaît avec le Secrétaire qu'il ne convient pas d'introduire des règles précises dans les commentaires qui accompagnent les articles. De fait, le Gouvernement des Pays-Bas est l'un des partisans les plus résolus de cette manière de voir. Ni M. Sandström ni, croit-il, le Gouvernement des Pays-Bas n'ont pensé qu'il faille insérer l'observation de ce gouvernement telle qu'elle est. Toutefois, le rapporteur spécial est convaincu, comme les orateurs précédents, qu'il importe de mettre le problème en évidence.

69. M. TOUNKINE n'insistera pas pour que la Commission introduise dans son rapport un commentaire sur le problème. De fait, il serait probablement très difficile de rédiger ce commentaire en l'absence de toute allusion, dans l'article lui-même, à la question des représentations commerciales.

70. D'après une pratique suivie depuis des dizaines d'années, les traités de commerce bilatéraux conclus par l'Union soviétique contiennent une clause, plus ou moins de style, où il est dit que la représentation commerciale fait partie de la mission diplomatique. A sa connaissance, aucun de ces traités ne contient de dispositions différentes.

71. Quant à la question des privilèges et immunités dont jouissent les représentants commerciaux, c'est également l'usage de la régler dans les mêmes traités bilatéraux. M. Tounkine ne sait pas s'il y a eu de graves difficultés sur ce point pendant la négociation du traité de commerce entre l'Union soviétique et le Japon, et ne croit pas que le problème se soit posé dans les dernières années.

72. De l'avis de M. ZOUREK, la Commission devrait éviter de donner à penser que la fonction commerciale est entièrement distincte de la fonction diplomatique. Depuis des dizaines d'années, c'est le contraire qui est vrai ; les questions économiques et commerciales forment l'essence même de l'activité des missions diplomatiques, ainsi que le montre la nomination d'attachés commerciaux, souvent assistés de très nombreux collaborateurs. La question de savoir si un Etat tient à ce que ses agents commerciaux fassent partie de sa mission diplomatique est, croit-il, un problème d'organisation interne de la mission.

73. M. PADILLA NERVO a l'impression qu'une confusion s'est produite, car on ne voit pas clairement ce que le Gouvernement des Pays-Bas entend par « représentation commerciale ». Si le Gouvernement des Pays-Bas a voulu parler de l'action en faveur du développement des relations commerciales menée par un membre du personnel de l'ambassade ou par l'ambassade elle-même, il n'y a pas de difficultés. S'il pensait aux missions commerciales *ad hoc*, c'est une question qu'il faudra traiter dans le chapitre consacré à la diplomatie *ad hoc*. Si, enfin, il a pensé à un bureau permanent institué en vue d'effectuer des opérations commerciales, les statuts de ce bureau et de son personnel devront être réglés par accord préalable entre les deux gouvernements intéressés.

74. M. BARTOŠ fait remarquer que, dans de nombreux pays, on entend par « représentation commerciale », expression technique, un bureau par l'intermédiaire duquel un Etat qui a le monopole du commerce extérieur effectue ses opérations commerciales avec un autre Etat par l'intermédiaire d'agents domiciliés en

permanence dans l'autre Etat. Ces agents cumulent ainsi les fonctions d'attaché commercial et de commerçant. Aux Etats-Unis d'Amérique, la plupart des situations de cette nature ont été réglées par traités spéciaux accordant aux agents un régime qui participe à la fois du statut diplomatique et du statut des particuliers. Le Traité de commerce et de navigation conclu en 1940 entre la Yougoslavie et l'Union soviétique accorde les privilèges et immunités diplomatiques au chef de la mission commerciale et à ses deux adjoints, mais aucune protection diplomatique n'est donnée au bureau ; les locaux et les marchandises entreposées ne sont pas exempts de saisie ou d'exécution. Une mission commerciale est donc une institution *sui generis* qui n'est pas l'équivalent des services d'un attaché commercial.

75. Certains pays ont tendance à fondre ensemble les fonctions d'attaché commercial et de représentant commercial et à faire effectuer les opérations commerciales par leur attaché commercial sous le couvert de l'ambassade. Toutefois, en Yougoslavie, les opérations de cette nature sont nulles en droit commercial lorsqu'elles sont effectuées pour le compte d'entreprises étrangères privées. Il y a une distinction nette et absolue entre les attachés commerciaux, qui sont les conseillers de la mission diplomatique pour les affaires commerciales, et les représentants, qui se livrent à des opérations commerciales pour le compte d'entreprises étrangères privées. Les premiers jouissent du statut diplomatique, mais les représentants commerciaux n'ont pas ce statut, encore qu'on leur accorde certains privilèges et certaines immunités en vertu de traités spéciaux. Toutefois, la question est dans l'ensemble assez imprécise, et la pratique diffère quelque peu d'un Etat à l'autre.

76. M. AMADO considère que la question de l'extension des privilèges et immunités aux missions commerciales permanentes devrait être traitée dans un article approprié du projet. Les missions commerciales temporaires devraient en revanche être étudiées dans le projet sur la diplomatie *ad hoc*.

77. Le PRÉSIDENT propose de prier le rapporteur spécial de soumettre à l'examen de la Commission un texte sur la question.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 13 h. 5.

## 450<sup>e</sup> SÉANCE

Mardi 27 mai 1958, à 15 heures

Président : M. Radhabinod PAL

**Procédure arbitrale : résolution 989 (X) de l'Assemblée générale (A/CN.4/113) [suite]<sup>1</sup>**

[Point 2 de l'ordre du jour]

**EXAMEN DU MODÈLE DE PROJET SUR LA PROCÉDURE ARBITRALE (A/CN.4/113, ANNEXE) [suite]**

### ARTICLE 36

1. M. SCELLE, rapporteur spécial, présente l'article 36 en précisant que le problème de nullité des sentences est

<sup>1</sup> Reprise des débats de la 448<sup>e</sup> séance.

l'un des plus difficiles du droit international. C'est la raison pour laquelle, dans ses précédentes sessions, la Commission s'est abstenue d'entrer dans les détails et s'est contentée d'énumérer trois motifs généraux pour lesquels la validité d'une sentence peut être contestée. Un précédent récent a montré qu'il était aucunement superflu d'énoncer celui de ces motifs qui fait l'objet de l'alinéa *b*, la corruption. Quant au troisième motif, celui qui est énoncé à l'alinéa *c* — le fait de ne pas motiver la sentence — n'est qu'un exemple de dérogation grave à une règle fondamentale de procédure. Au surplus, il pourrait y avoir intérêt à renverser l'ordre des motifs *b* et *c*.

2. M. SANDSTRÖM préfère l'ordre existant. Il approuve l'article, à cette réserve près qu'on a insisté un peu trop sur l'absence totale ou partielle de motivation de la sentence. Après tout, au Royaume-Uni, les arbitres ont l'habitude de ne pas motiver les sentences.

3. M. MATINE-DAFTARY, rappelant ses observations antérieures (446<sup>e</sup> séance, par. 92), est d'avis que les épithètes « grave » et « fondamentale » sont trop vagues. Une simple dérogation aux règles de procédure n'est pas, en général, considérée comme une raison suffisante de contester la validité de la sentence. La dérogation doit avoir été telle qu'elle exerce une influence directe sur la sentence. Le rapporteur spécial pourrait, semble-t-il, envisager de modifier la clause en ce sens.

4. M. Matine-Daftary voudrait savoir si, dans le cas où le tribunal excède ses pouvoirs sur un seulement des divers points couverts par la sentence, on peut prononcer la nullité de la sentence tout entière ou seulement celle d'une partie de la sentence.

5. M. ZOUREK approuve les trois motifs énumérés, mais il aimerait qu'on en ajoute un quatrième qui est presque invariablement mentionné par les auteurs, savoir la nullité du compromis en cas d'arbitrage *ad hoc*, ou celle de l'engagement d'arbitrage pour l'arbitrage rendu en vertu d'une clause d'arbitrage (clause compromis-soire). L'éventualité, il faut le reconnaître, se produira très rarement mais les autres cas visés dans l'article peuvent être très rares aussi.

6. M. SCILLE, rapporteur spécial, reconnaît avec M. Zourek que la nullité du compromis, tout au moins, peut être une cause de nullité de la sentence, et il ne s'opposera pas à l'addition d'un nouveau motif, qui serait la « nullité du compromis ». Toutefois, il est très peu probable que l'une au moins des parties ne remarque ou n'invoque pas la nullité du compromis avant le prononcé de la sentence. Dans le cas de l'engagement d'arbitrage, la validité ou la nullité de l'engagement se révélera dans l'une des premières phases, au moment de la décision sur l'arbitrabilité du différend.

7. En réponse à M. Matine-Daftary, M. Scelle déclare qu'il faudrait laisser à la Cour internationale de Justice, à laquelle doivent être adressées les demandes en nullité de la sentence, le soin de décider si telle dérogation à une règle de procédure est grave et si la règle elle-même est fondamentale, et aussi celui de dire si l'excès de pouvoir du tribunal sur l'un des points visés par la sentence permet

d'annuler la sentence tout entière ou une partie de celle-ci seulement.

8. En réponse à M. Sandström, M. Scelle rappelle l'article 31 du projet, ainsi libellé : « La sentence arbitrale doit être motivée sur tous les points. » Ainsi donc, après le projet, l'absence de motivation constitue un vice de la sentence et une cause de nullité. Quoique toutes les législations ne soient pas uniformes sur ce point, dans la procédure française l'absence de motifs est un vice essentiel et il y a, semble-t-il, de très sérieuses raisons pour faire qu'il en soit de même dans l'arbitrage entre Etats souverains.

9. Sir Gerald FITZMAURICE rappelle qu'il a eu l'occasion d'exposer, à une séance précédente (446<sup>e</sup> séance, par. 93 et 94) les doutes que plusieurs éléments de l'article font naître dans son esprit. Parlant de la question de l'excès de pouvoir du tribunal, il fait remarquer qu'en général il est admis que tout tribunal est juge de sa compétence. Si on fait confiance à un tribunal pour trancher un litige, on peut indiscutablement lui faire confiance aussi pour juger de sa compétence. Comme la Commission a pris des précautions minutieuses pour que le tribunal arbitral jouisse de la confiance des parties, il semble inconcevable que le tribunal exerce ses pouvoirs d'une façon qui justifierait une demande en nullité de la sentence. Le cas serait si peu fréquent qu'il ne justifie guère une disposition qui pût ouvrir de vastes possibilités pour contester la validité des sentences.

10. En ce qui concerne le motif mentionné à l'alinéa *c*, sir Gerald Fitzmaurice se demande si le rapporteur spécial pourra donner des exemples de dérogation grave à des règles fondamentales de procédure. A sa connaissance, ces cas sont si rares qu'il n'est pas nécessaire de les prévoir. De même, on ne voit pratiquement jamais, en matière d'arbitrage international, un tribunal négliger de motiver sa sentence. Il semble donc inutile de laisser le champ libre à une reprise possible du conflit sur l'initiative d'une partie quelle qu'elle soit, et cela dans l'unique dessein de stipuler pour une éventualité aussi improbable.

11. Se référant à la question de la non-validité du compromis ou de l'engagement d'arbitrage en tant que motif de nullité de la sentence, sir Gerald Fitzmaurice voudrait savoir si M. Zourek pourrait citer des motifs de nullité du compromis ou de l'engagement. Il est vrai que l'on peut aussi bien contester la validité de ces accords que celle d'un traité quel qu'il soit. Mais les cas d'annulation, fût-ce de traités internationaux généraux, sont extrêmement rares. Pour sa part, sir Gerald Fitzmaurice ne connaît aucun cas d'engagement d'arbitrage ou de compromis déclaré nul. Il se demande donc si, même du point de vue théorique, il vaut la peine d'insérer une telle disposition.

12. M. LIANG, secrétaire de la Commission, pense qu'on peut très légitimement se demander si l'obligation de motiver la sentence est une règle fondamentale de procédure généralement acceptée, encore qu'elle fasse indiscutablement partie du droit français. La solution pourrait consister à viser uniquement à l'alinéa *c* « la dérogation grave à une règle fondamentale de procédure ». L'absence de motivation de la sentence constitue-

rait alors un motif distinct si, malgré la disposition énoncée à l'article 31, on juge nécessaire de la maintenir.

13. Parlant de l'éventualité d'une dérogation grave à une règle fondamentale de procédure, le secrétaire appelle l'attention de la Commission sur un cas d'espèce cité par Goldschmidt dans lequel « le tribunal a décidé sans aucunement entendre le requérant »<sup>2</sup>. Comme M. Matine-Daftary l'a souligné, les expressions « dérogation grave » et « règle fondamentale » devraient, pourtant, être définies avec plus de précision. Tout en reconnaissant avec sir Gerald Fitzmaurice que ces cas sont extrêmement rares, M. Liang n'ira pas jusqu'à dire qu'ils ne se produisent pas.

14. M. VERDROSS, rappelant ses observations antérieures (446<sup>e</sup> séance, par. 95), estime que la question de savoir comment un tribunal, qui est juge de sa compétence, peut en venir à excéder ses pouvoirs, est très importante. Il signale à cet égard une partie d'une sentence rendue par la Cour permanente d'arbitrage, où il est dit que l'excès de pouvoir peut consister, non seulement à décider une question non soumise aux arbitres, mais aussi à méconnaître les dispositions impératives du compromis quant à la voie d'après laquelle les arbitres doivent arrêter leurs décisions, notamment en ce qui concerne la loi ou les principes de droit à appliquer<sup>3</sup>. Un tribunal arbitral qui statuerait, non pas sur la base du droit applicable, mais *ex aequo et bono*, sans y être autorisé dans le compromis, commettrait un excès de pouvoir flagrant. Bien qu'il soit sans aucun doute juge de sa compétence, le tribunal peut, néanmoins, excéder ses pouvoirs ; en conséquence, M. Verdross approuve le texte du rapporteur spécial.

15. M. SANDSTRÖM pense également que le motif énoncé à l'alinéa *a* doit être conservé. S'il est vrai que le tribunal est juge de sa compétence, la question qui se pose est de savoir si les parties entendent que le tribunal juge sans appel et que sa décision ne soit pas soumise à révision par une instance supérieure. M. Sandström ne croit pas, quant à lui, que cette conséquence soit nécessaire. Le tribunal n'est compétent pour juger que dans les limites fixées par les parties.

16. Il accepte la suggestion du secrétaire de la Commission tendant à scinder l'alinéa *c* en deux motifs de nullité distincts.

17. M. BARTOŠ est d'avis de conserver les trois motifs. Si un tribunal arbitral n'est pas compétent ou s'il outrepassé ses pouvoirs, la validité de sa sentence doit être appréciée par une instance judiciaire. Une disposition à cet effet sera dans la logique du modèle de projet qui rappelle avec insistance le caractère judiciaire de l'arbitrage, et, comme il y a des cas d'excès de pouvoir, il faut des dispositions pour les régler. Le tribunal est tenu d'examiner la question de sa compétence et autorisé

à dégager des conclusions s'y rapportant, mais il n'est pas maître absolu de sa compétence. Il pourra lui arriver d'outrepasser ses pouvoirs sans être nécessairement de mauvaise foi, et M. Bartoš ne pense pas qu'on affaiblisse en aucune façon le prestige ou la compétence du tribunal en prévoyant la nullité pour excès de pouvoir.

18. On a fait valoir que le cas envisagé à l'alinéa *c* est extrêmement rare. Toutefois, le secrétaire de la Commission et M. Verdross ont l'un et l'autre fourni des exemples de dérogations graves à une règle fondamentale de procédure. Comme le législateur a le devoir de prévoir toutes les éventualités, en particulier celles qui se sont effectivement produites dans le passé, M. Bartoš estime nécessaire de conserver également le motif de l'alinéa *c*.

19. Il reconnaît avec M. Žourek que la nullité du compromis ou de l'engagement d'arbitrage constitue un motif possible de nullité de la sentence, mais il considère que cette éventualité est couverte par l'alinéa *a*. Si l'accord initial est nul, le tribunal excédera ses pouvoirs en statuant, ou plutôt exercera des pouvoirs qui ne lui auront pas été effectivement délégués. On peut ou bien faire figurer dans l'énumération le motif dont a parlé M. Žourek ou bien le considérer comme couvert par l'alinéa *a* ; c'est une simple question de présentation.

20. M. EL-ERIAN partage les doutes du Secrétaire de la Commission en ce qui concerne la rédaction de l'alinéa *c*. La motivation d'une sentence n'est pas, à proprement parler, une question de procédure. Il propose de remanier l'alinéa, en tenant compte également des remarques de M. François sur l'insertion des mots « totale ou partielle » (446<sup>e</sup> séance, par. 90) ; la rédaction nouvelle pourrait être la suivante :

« *c*) Absence de motivation de la sentence ou dérogation grave à une règle fondamentale de procédure. »

21. M. YOKOTA préfère l'article tel qu'il est. Les cas de nullité d'une sentence internationale sont très rares, il faut le reconnaître, mais ceux de révision des sentences le sont aussi ; or, dans le désir d'établir un texte complet, la Commission a adopté l'article 39.

22. On peut soutenir que, par hypothèse, un tribunal est incapable d'excéder ses pouvoirs, mais il faut se poser la question pratique de savoir si le projet ne devrait pas prévoir l'appel de la sentence pour le cas où la décision du tribunal sur sa compétence est manifestement incompatible avec les dispositions du compromis ou de l'accord d'arbitrage. De l'avis de M. Yokota, le tribunal a le pouvoir de décider de sa compétence en première instance seulement, pour ainsi dire.

23. Tout en reconnaissant avec M. Matine-Daftary que les mots « grave » et « fondamentale » sont vagues et mal définis, il pense qu'on n'aboutirait à rien en les éliminant et qu'il serait, d'autre part, difficile d'en trouver de plus précis. Il convient de laisser à la Cour internationale de Justice le soin de décider si une dérogation est grave ou si une règle de procédure est fondamentale.

24. M. AMADO approuve l'article 36, mais s'oppose vivement à ce que l'on admette, sous quelque forme que ce soit, l'appel des sentences arbitrales. Une sentence arbitrale est définitive, mais, pour qu'elle soit intangible,

<sup>2</sup> Cité dans le *Commentaire sur le projet de convention sur la procédure arbitrale adopté par la Commission du droit international à sa cinquième session* (publication des Nations Unies, n° de vente : 1955.V.1), p. 111.

<sup>3</sup> Affaire de l'Orinoco Steamship Company, entre les Etats-Unis d'Amérique et le Venezuela, réglée le 25 octobre 1910. Voir James Brown Scott (éd.), *Les travaux de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye*, New-York, Oxford University Press, édit., 1921, p. 245 et 246.

il faut que la validité du titre sur lequel elle s'appuie soit certaine.

25. Le tribunal arbitral est juge, mais non maître, de sa compétence. Par conséquent, ses pouvoirs ne sont pas illimités. Il ne peut agir que dans les bornes prescrites par les parties aux termes du compromis. Les parties doivent donc pouvoir contester la sentence si le tribunal excède ses pouvoirs.

26. M. ZOUREK cite comme exemple de sentence arbitrale déclarée nulle la sentence de Vienne du 2 novembre 1938, rendue par von Ribbentrop et le comte Ciano, à l'époque respectivement ministres des affaires étrangères d'Allemagne et d'Italie, et relative à la frontière hungaro-tchécoslovaque ; sous les apparences de la légalité, cette sentence était un véritable acte d'agression. Il a paru nécessaire d'introduire, dans le Traité de paix de 1947 avec la Hongrie, une disposition déclarant que cette sentence était nulle. Cette disposition figure à l'alinéa *a* du paragraphe 4 de l'article premier du Traité ; le paragraphe 2 du même article renferme une disposition identique pour la frontière hungaro-roumaine <sup>4</sup>.

27. Le cas de nullité du compromis n'est pas visé par l'alinéa *a* de l'article 36 du modèle de projet. Cette disposition englobe le cas où le tribunal a excédé les pouvoirs qu'il tient d'un compromis valable. Il ne vise pas celui où le compromis lui-même est totalement nul.

28. Il n'est pas difficile d'imaginer des exemples d'un tribunal arbitral excédant ses pouvoirs : un tribunal arbitral invité à rendre une décision sur un secteur déterminé de la frontière entre deux pays qui rendrait une sentence pour une partie du tracé plus grande que celle spécifiée dans le compromis ; un tribunal arbitral invité à rendre une sentence sur l'existence d'un dommage, mais non sur le montant dû, qui, dans sa sentence, fixerait à tort un montant déterminé au lieu de trancher purement et simplement la question de la responsabilité.

29. M. SCALLE, rapporteur spécial, déclare que la contestation de validité d'une sentence pour le motif que le tribunal a dépassé ses pouvoirs n'est pas une question d'interprétation du compromis. Un tribunal peut excéder ses pouvoirs de deux manières. Tout d'abord, il peut se tromper dans la décision qu'il donne sur sa compétence. Deuxièmement, il peut user de sa compétence à des fins autres que celles pour lesquelles cette compétence lui a été conférée par les parties. Ce deuxième cas est analogue au cas type de l'excès de pouvoir en droit administratif français.

30. Comme les articles sont élaborés en vue de constituer un modèle de projet, la Commission y laisserait subsister une lacune grave si elle n'y faisait pas figurer une disposition concernant les cas dans lesquels il est possible de contester la validité de la sentence. Le fait que ces cas ne se produiront peut-être que rarement n'autorise pas à les négliger.

31. M. Scelle n'est pas opposé aux suggestions de M. El-Erian et du secrétaire de la Commission relatives

à l'alinéa *c* de l'article 36. On pourrait renvoyer ces suggestions au Comité de rédaction.

32. Il accepte la proposition de M. Zourek tendant à insérer une disposition relative à la nullité du compromis lui-même, enore qu'il ait des doutes en ce qui concerne cette proposition.

33. Sir Gerald FITZMAURICE déclare que les doutes qu'il avait sur l'article 36 n'ont pas été dissipés par les explications du rapporteur spécial et d'autres orateurs. C'est pourquoi, le moment venu, il s'abstiendra de voter l'article.

34. Il importe de ne pas permettre aux parties de contester trop facilement la sentence arbitrale. On a fait valoir que l'article 36 était nécessaire parce que le tribunal arbitral peut se tromper sur ses pouvoirs ; or, le tribunal arbitral peut aussi se tromper sur le fond de l'affaire et, pourtant, il n'y a aucune disposition sur l'appel dans le modèle de projet. Ces deux sortes d'erreurs du tribunal poseront des questions de droit et d'interprétation, et rien, semble-t-il, ne permet de créer le droit de contester la validité de la sentence alors que l'on ne prévoit pas une procédure d'appel.

35. Selon M. SANDSTRÖM, pour pouvoir considérer que le motif tiré de la nullité du compromis est compris dans la disposition concernant l'excès de pouvoir, il faut donner à cette dernière expression une interprétation exagérément élargie. Normalement, l'expression « excès de pouvoir » ne peut se comprendre que par rapport aux pouvoirs spécifiés dans le compromis. Si le compromis lui-même est contesté et que cette contestation soit admise, la base même des pouvoirs du tribunal disparaît.

36. Une disposition conforme à celle que propose M. Zourek est donc nécessaire ; aussi M. Sandström votera-t-il pour la proposition de M. Zourek.

37. M. SCALLE, rapporteur spécial, reconnaît avec sir Gerald Fitzmaurice que la sentence arbitrale doit régler le conflit définitivement et sans appel. La sentence arbitrale ne doit donc pouvoir être contestée que dans des cas exceptionnels, et l'article 36 procède précisément du souci de prévoir ces cas exceptionnels.

38. De l'avis de M. MATINE-DAFTARY, c'est précisément parce que le modèle de projet ne prévoit pas de procédure d'appel qu'il est nécessaire de conserver l'article 36 qui traite de la validité de la sentence. Ce sera le seul texte permettant de contrôler la validité d'une sentence arbitrale.

39. Sir Gerald FITZMAURICE déclare que les remarques de M. Matine-Daftary montrent le danger des dispositions de l'article 36. C'est justement parce qu'il n'existe pas d'appel que, cherchant un moyen de contester la sentence, la partie perdante sera tentée de soutenir que le tribunal a excédé ses pouvoirs ou qu'il a dérogé gravement à une règle fondamentale de procédure. D'une façon générale, la partie perdante n'aura pas trop de difficulté à étayer convenablement sa thèse en s'appuyant sur l'un de ces motifs.

40. Sir Gerald Fitzmaurice ne votera pas contre l'article 36 parce que cet article se justifie en théorie, dans une certaine mesure, mais il s'abstiendra parce qu'il ne pense pas que la justification théorique compense

<sup>4</sup> Traité de paix avec la Hongrie, signé à Paris le 10 février 1947. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 41, 1949, p. 171.

l'inconvénient d'offrir à la partie perdante toute une série de moyens de contester la sentence.

41. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. Žourek (par. 5 ci-dessus) tendant à ajouter dans l'article 36 une disposition permettant aux parties de contester la validité de la sentence arbitrale en raison de la nullité du compromis ou de l'engagement d'arbitrage, étant entendu que le soin d'établir le libellé de la clause sera laissé au Comité de rédaction.

*Par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.*

42. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. El-Erian (par. 20 ci-dessus) tendant à remanier l'alinéa c de façon à lui donner, pour l'essentiel, la teneur suivante :

« c) Absence de motivation de la sentence ou dérogation grave à une règle fondamentale de procédure. »

*Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.*

*Par 14 voix contre zéro, avec une abstention, l'ensemble de l'article 36, ainsi amendé, est adopté, sous réserve de changements d'ordre rédactionnel.*

43. M. EDMONDS explique qu'il a voté pour l'article 36, dont les dispositions lui semblent, en principe, acceptables, mais qu'il a des doutes graves quant à la rédaction de ces dispositions. Elles sont très équivoques et se révéleront difficiles à appliquer. La partie perdante trouvera presque toujours, semble-t-il, le moyen d'en profiter.

44. Il espère que le Comité de rédaction éliminera du texte une partie de ses obscurités.

#### ARTICLE 37

45. M. SCELLE, rapporteur spécial, présente l'article 37 en signalant que le rappel, au paragraphe 2, des alinéas a et c de l'article précédent, devra être modifié en fonction de l'addition faite à l'article 36, sur la proposition de M. Žourek (voir par. 41 ci-dessus).

46. M. YOKOTA souligne qu'en vertu du paragraphe 1 tel qu'il est rédigé, la partie perdante aura, le cas échéant, la possibilité de se soustraire à l'exécution de la sentence en contestant sa validité et en faisant traîner la discussion avec l'autre partie concernant la juridiction compétente pour statuer sur la question de nullité. Par précaution contre ce risque, il faudrait limiter le temps dont les parties disposeront pour s'entendre sur le renvoi de la question à une autre juridiction ; passé ce délai, la Cour internationale de Justice serait réputée compétente. En conséquence, il propose d'ajouter, après les mots « en l'absence d'un accord des parties », les mots « dans les trois mois ».

47. M. MATINE-DAFTARY déclare que, selon lui, il n'y a pas manque d'harmonie entre le paragraphe 3 de l'article 37 et l'article 32, qui stipule que la sentence doit être exécutée immédiatement. En droit interne, une sentence arbitrale étrangère ne devient exécutoire qu'à partir du moment où elle a été déclarée telle par un tribunal interne. Le modèle de projet ne prévoit pas cette procé-

sure. M. Matine-Daftary demande au rapporteur spécial comment, selon lui, les choses se passeront dans la pratique.

48. M. SCELLE, rapporteur spécial, pense que M. Matine-Daftary a soulevé un point qui méritait d'être évoqué. Théoriquement, il semble bien y avoir un certain manque d'harmonie entre les deux articles. Dans la pratique, toutefois, le mot « immédiatement » est toujours interprété d'une façon assez libérale.

49. M. SANDSTRÖM reconnaît avec le rapporteur spécial que le manque d'harmonie entre les deux articles n'est qu'apparent. L'article 37, en tant que disposition spéciale, l'emporte naturellement sur l'article 32, qui pose un principe général ; mais, par souci de clarté, on pourrait peut-être insérer à l'article 32 une réserve appropriée.

50. Il faudrait également ajouter quelque chose à l'article 37 pour viser le point précédemment soulevé par M. Matine-Daftary (par. 4 ci-dessus), en d'autres termes pour préciser si, lorsqu'une partie seulement de la sentence est contestée pour excès de pouvoir, seule cette partie peut être déclarée nulle.

51. M. SCELLE, rapporteur spécial, pense qu'il pourrait être difficile de trouver une rédaction couvrant toutes ces questions de détail qui, à son avis, peuvent être laissées à la discrétion de la Cour internationale de Justice ou de toute autre juridiction choisie par les parties.

52. M. SANDSTRÖM propose que, pour résoudre le cas dont il s'agit, on ajoute, au paragraphe 1 de l'article 37, les mots « totale ou partielle » après les mots « la nullité ».

53. M. FRANÇOIS appuie l'observation du Gouvernement des Pays-Bas en vertu de laquelle le délai d'une demande en nullité motivée par la corruption devrait courir de la même manière que le délai de la demande en revision<sup>5</sup>. Il propose, en conséquence, d'ajouter, après les mots « dans les six mois », à la fin du paragraphe 2, les mots suivants : « de la découverte de la corruption et, en tout cas, dans les dix ans qui suivent le prononcé de la sentence ».

54. M. ŽOUREK approuve la proposition de M. François ; un délai de six mois à compter du prononcé de la sentence est beaucoup trop court pour les demandes en nullité motivées par la corruption.

55. Ainsi que l'étude du Secrétariat (A/CN.4/L.71) le montre clairement, l'article dont il s'agit (art. 31 du projet de 1953) a été critiqué par de nombreux gouvernements. A son avis, ces critiques sont justifiées parce que l'article tend à affaiblir l'autorité de la chose jugée. Introduire dans un modèle de projet une procédure détaillée pour la suite à donner aux demandes en nullité, comme si ces demandes étaient courantes, ne ferait qu'encourager la partie perdante à invoquer une disposition qui, certes, doit trouver sa place dans le projet, puisque le droit de contester la validité de la sentence ne peut pas en être exclu complètement, mais qui ne devrait

<sup>5</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Annexes, point 52 de l'ordre du jour, document A/2899 et Add.1 et 2, sect. 13.

être invoquée que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

56. M. AMADO est entièrement de l'avis de M. Zourek. Cette considération vaut également pour les cas de demandes en revision.

57. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. Sandström (par. 52 ci-dessus) tendant à ajouter au paragraphe 1 les mots « totale ou partielle » après les mots « la nullité ».

*Par 11 voix contre zéro, avec 5 abstentions, la proposition est adoptée.*

58. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. Yokota (par. 46 ci-dessus) tendant à ajouter au paragraphe 1 les mots « dans les trois mois » après les mots « en l'absence d'un accord des parties ».

*Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.*

*Par 12 voix contre 2, avec 2 abstentions, le paragraphe 1 ainsi amendé est adopté.*

59. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. François (par. 53 ci-dessus) tendant à ajouter, à la fin du paragraphe 2, les mots « de la découverte de la corruption et, en tout cas, dans les dix ans qui suivent le prononcé de la sentence ».

*Par 14 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.*

60. Pour ce qui est du paragraphe 3, le PRÉSIDENT propose que, pour répondre aux objections soulevées par M. Matine-Daftary, on y ajoute les mots « nonobstant les dispositions de l'article 32 ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 12 voix contre 2, avec 2 abstentions, le texte ainsi amendé du paragraphe 3 est adopté.*

*Par 12 voix contre 2, avec 2 abstentions, l'ensemble de l'article 37, tel qu'il a été amendé, est adopté.*

61. M. HSU, qui a voté pour les articles relatifs à l'annulation et à la revision des sentences arbitrales, garde néanmoins certains doutes sur l'intérêt de les conserver, parce qu'ils semblent aller un peu au-delà du but fondamental du projet qui est de renforcer la fidélité des parties à l'engagement d'arbitrage qu'elles ont pris et de les empêcher de désorganiser la procédure. Au surplus, stipulant des clauses relatives à l'annulation et à la revision, la Commission a été obligée de prévoir plus largement que de besoin le recours à la Cour internationale de Justice, de sorte que, sans nécessité, le projet prête maintenant davantage à la critique des Etats. De l'avis de M. Hsu, les cas très rares où se présentera l'occasion de demander la nullité ou la revision devraient être traités comme de nouveaux conflits et renvoyés à l'arbitrage comme tels.

62. Le PRÉSIDENT déclare terminé l'examen des articles du modèle de projet du rapporteur spécial. La Commission va donc renvoyer la suite de l'examen du point 2 de son ordre du jour jusqu'à ce qu'il soit saisi du rapport du Comité de rédaction.

La séance est levée à 17 h. 50.

## 451<sup>e</sup> SÉANCE

*Mercredi 28 mai 1958, à 9 h. 45*

*Président : M. Radhabinod PAL*

**Relations et immunités diplomatiques (A/3623, A/CN.4/114 et Add.1 à 6, A/CN.4/116 et Add.1 et 2, A/CN.4/L.72) [suite]<sup>1</sup>**

[Point 3 de l'ordre du jour]

**PROJET D'ARTICLES RELATIFS AUX RELATIONS ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES (A/3623, PAR. 16 ; A/CN.4/116/ADD.1 ET 2) [suite]**

### ARTICLE 3

1. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, indique qu'il n'a proposé aucun changement à l'article 3. Toutefois, il appelle l'attention sur l'opinion exprimée par les Gouvernements du Chili (A/CN.4/114/Add.1) et de la Finlande (A/CN.4/114/Add.2), selon lesquels l'agrément n'est requis que dans le cas des ambassadeurs et des ministres. A son avis, l'agrément devrait toujours être obtenu pour le chef de la mission, même s'il n'est qu'un chargé d'affaires.

2. Il souligne aussi le fait qu'à l'Assemblée générale la délégation des Philippines a proposé l'addition d'un second paragraphe stipulant que l'Etat accréditaire ne saurait refuser l'agrément sauf pour des motifs sérieux (voir A/CN.4/L.72) ; ce point a été longuement débattu au cours de la neuvième session de la Commission.

3. De l'avis de sir Gerald FITZMAURICE, s'il est vrai que l'agrément n'est pas sollicité pour un chargé d'affaires *ad interim*, la situation est différente pour le chargé d'affaires *ad hoc* désigné par exemple en attendant l'établissement de relations diplomatiques régulières entre deux Etats. Il est inconcevable que dans ce cas le chargé d'affaires soit envoyé auprès de l'Etat accréditaire sans que son nom ait été préalablement communiqué et sans qu'aient été remplies des formalités au moins très voisines de la procédure d'agrément. Sir Gerald est donc partisan du maintien de l'article 3 tel qu'il est, sous cette réserve que le verbe « accréditer » pourrait être remplacé par « envoyer », afin d'englober le cas du chargé d'affaires.

4. M. HSU, M. VERDROSS et M. ZOUREK sont d'accord pour penser que l'article 3 devrait être maintenu tel qu'il est.

*L'article 3 est adopté, sous réserve des changements que le Comité de rédaction pourrait y apporter.*

### ARTICLE ADDITIONNEL (ART. 3 bis)

5. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, présente sa proposition (A/CN.4/116/Add.1) d'un nouvel article qui doit donner satisfaction au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la question qu'il a soulevée dans ses observations concernant l'article premier (A/CN.4/116).

<sup>1</sup> Reprise des débats de la 449<sup>e</sup> séance.